EPHEMERIS NAPOCENSIS

XX

2010

ACADEMIA ROMÂNĂ
INSTITUTUL DE ARHEOLOGIE ŞI ISTORIA ARTEI

COLEGIUL DE REDACȚIE/ EDITORIAL BOARD
Editor: Coriolan Horațiu Opreanu
Members: Sorin Cociş, Vlad-Andrei Lăzărescu, Ioan Stanciu (technical secretary)

COLEGIUL ŞTIINȚIFIC/ HONORARY SCIENTIFIC BOARD
Alexandru Avram (Le Mans, France); Mihai Bărbulescu (Rome, Italy); Falko Daim (Mainz, Germany); Andreas Lippert (Vienna, Austria); Bernd Päffgen (Munich, Germany); Marius Porumb (Cluj-Napoca, Romania); Tadeusz Sarnowski (Warszaw, Poland); Alexandru Vulpe (Bucharest, Romania).

Responsabil de număr/Responsible of the volume: Coriolan Horațiu Opreanu

În țară revista se poate procura prin poştă, pe bază de abonament la: EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE, Calea 13 Septembrie nr. 13, sector 5, P. O. Box 5–42, Bucureşti, România, RO–76117, Tel. 021–411.90.08, 021–410.32.00; fax. 021–410.39.83; RODIPET SA, Piața Presei Libere nr. 1, Sector 1, P. O. Box 33–57, Fax 021–222.64.07. Tel. 021–618.51.03, 021–222.41.26, Bucureşti, România; ORION PRESS IMPEX 2000, P. O. Box 77–19, Bucureşti 3 – România, Tel. 021–301.87.86, 021–335.02.96.

EPHEMERIS NAPOCENSIS

Any correspondence will be sent to the editor:
INSTITUTUL DE ARHEOLOGIE ŞI ISTORIA ARTEI
Str. M. Kogălniceanu nr. 12–14, 400084 Cluj-Napoca, RO
e-mail: choprean@yahoo.com

Responsabilitatea conținutului, interpretărilor şi părerilor exprimate în paginile revistei revine exclusiv autorilor.

DTP şi tipar: MEGA PRINT
Coperta: Roxana Sfârlea

© 2010 EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE
Calea 13 Septembrie nr. 13, Sector 5, Bucureşti 76117
Telefon 021–410.38.46; 021–410.32.00/2107, 2119

ACADEMIA ROMÂNĂ
INSTITUTUL DE ARHEOLOGIE ŞI ISTORIA ARTEI

EPHEMERIS NAPOCENSIS

XX
2010

EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE

PERSONNEL MUNICIPAL SUBALTERNE DANS LES PROVINCES DANUBIENNES DE L'EMPIRE ROMAIN (Ier-IIIe SIÈCLES APRÈS J.-CHR.)

Romeo Cîrjan

Mots-clés: *finances municipales, magistrature, cursus, apparitores, onomastique, romanisation, statut (cité / citoyenneté)*

Il est bien connu qu'à Rome l'exercice quotidien du pouvoir administratif supposait une activité bureaucratique intense, ce qui rendait nécessaire au niveau de la chancellerie impériale l'existence d'un personnel subalterne très spécialisé[1]. L'administration municipale de l'Occident romain calquait celle de la capitale de l'empire – avec quelques exceptions régionales remarquables – en ce qui concerne le partage du pouvoir public entre les comices, le sénat (*ordo decurionum*) et les collèges des magistrats[2]. Toutefois, dans les cités provinciales, l'appareil bureaucratique était plus simplifié pour accomplir plus efficace l'administration des affaires publiques, tant de le milieu urbain proprement-dit que dans le territoire rural. Les lois municipales de Bétique montrent qu'auprès de chaque collège des magistrats municipaux était attaché un corps des fonctionnaires auxiliaires pour accomplir les charges administratives quotidiennes[3].

Ce personnel public – qui était structuré dans une hiérarchie complexe configurée à partir du regne d'Auguste – est connu sous le nom de *apparitores*. Parmi les *apparitores,* dans la littérature des Ier s. av. J.-C. – IIIe s. ap. J.-C. sont nommés les *scribae*, *lictores*, *viatores*, *praecones*, *accensi*, *nomenclatores*, *tabelarii*, *librarii*, *arcarii*, *interpretes*, *geruli*, *haruspices*, *medices*, *pullarii*, *victimarii*, *calatores*, *tibicines*, *fidicines*, *fictores* etc.[4]. Leur condition juridique était en général d'hommes libres, employés avec une *locatio operarum* en service de l'administration municipale[5]. A. T. Fear insiste sur le bas statut occupé par ces fonctionnaires dans la société municipale,

[1] Pour l'organisation bureaucratique de la chancellerie impériale, voir CORIAT 1997, 249 sqq. On se contente à mentionner les deux structures à spécialisations juridique de la chancellerie impériale: le bureau d'instruction des dossiers (avec les bureaux de consultation contentieuse et les bureaux d'expédition du contentieux) et le bureau de documentation des dossiers (avec les bureaux des archives documentaires et les bureaux des réclamations).

[2] Pour les caractéristiques de l'administration municipale et le contenu de la notion de autonomie citadine aux Ier – IIIe s., voir CLAVEL/LÉVÊQUE 1971, 170 sqq.; JACQUES 1984, XV sqq.; JACQUES/SCHEID 1990, 251 sqq.

[3] *Lex Irnitana* ch. 19 sur les competences des édiles: *Iisque aedilibus servos communes municipium eius municipi qui <i>is appareant limocinctos habere liceto* et ch. 20 sur les competences des questeurs: *Eisque servos communes municipum eius mu[nicipi q]ui is appareant in eo municipio secum habere liceto*. Cf. *lex Irnitana* ch. 18: *Eiusque IIviris ad operas commu]nes [municipibus incolive eius municipii indicendas exigendas] servos [privatos ex decreto decurionum conscriptorumque limoci]nctos [secum habere liceto* (restitution de LEBEK 1994, 288–292 = AE 1994, 912).

[4] RE 2 (1896) 191–194, s.v. apparitores (Hubel); MOMMSEN 1893, 380 sqq.; LIEBENAM 1900, 276 sqq.; DAREMBERG/SAGLIO 1, 327–328, s.v. apparitores (G. Humbert); LANGHAMMER 1973, 144 sqq.; RODRÍGUEZ NEILA 1997, 198 sqq.

[5] MENTXAKA 1992, 74 sqq.; RODRÍGUEZ NEILA 1997, 213 sqq.

puisqu'ils n'étaient pas acceptés à la candidature des magistratures municipales[6]. Néanmoins, un dossier épigraphique important, provenant notamment des cités d'Italie montre que la fonction de *scriba* pouvait avoir des connexions avec la carrière municipale[7].

Le ch. 62 de la *lex coloniae Genetivae Iuliae* (Urso/Osuna, Bétique)[8] met en évidence le nombre et spécialisation des appariteurs auprès les duumvirs: *[…] i[is] IIviris in eos singulos lictores binos, accensos sing(ulos), scribas binos, viatores binos, librarium, praeconem, haruspicem, tibicinem habere ius potestasque esto*. La distribution des fonctionnaires au service des édiles était bien différente: *[…] iis aedil(ibus) in eos aedil(es) sing(ulos) scribas sing(ulos), publicos cum cincto limo IIII, praeconem, haruspicem, tibicinem habere ius potestasq(ue) esto*. Dans le même passage, on est documenté sur le montant des salaires des appariteurs[9]. Il faut remarquer la différence des salaires des *scribae* chargés au service des différents magistrats municipaux: le *scriba* du duumvir: 1200 sesterces / le *scriba* de l'édile: 800 sesterces. Comparer avec les salaires réguliers des autres *apparitores*, on voit aisément que les *scribae* sont les fonctionnaires les mieux payés. Ce sont des salaires comparables avec ceux des légionnaires[10]. Ce niveau de paiement était justifié par les hautes responsabilités qu'incombaient au *scribae*, ce qui les donnait la plus haute position parmi les appariteurs municipaux.

Une autre loi hispanique qui informe sur les attributions des *scribae*: *lex Irnitana*, ch. 73, sur les *scribae qui tabulas libros rationes communes in eo municipio scripturi ordinaturique erunt*: ils sont donc chargés de tenir et rédiger les archives et les documents financières de la communauté municipale. La loi prévoit qu'avant l'entrée au service des duumvirs ils sont obligés à prester un serment pour qu'il vont rédiger les archives de la communauté en bonne foi, sans rien falsifier de façon délibérée ou omettre ce qu'il convient d'y consigner: *se tabulas communes municipum suorum fide [su]a scripturum, neque se sciente d(olo) m(alo) falsum in eas refferi oporteat praetermissurum*[11]. Et la loi conclut: *Qui ita non iuraverit, is scriba ne esto.*

Pour terminer ce rapide tour d'horizon des sources mieux connues sur le personnel servile de l'Occident romain, on se borne aux procédures de désignation des appariteurs. Dans la même *lex Irnitana* ch. 73, le nombre des scribes est approuvé par la majorité des décurions. Mais la désignation appartenait aux magistrats. Quelles étaient les conséquences dans la pratique de l'administration municipale? Selon Rodríguez Neila, "la realidad sería que los magistrados escogerían con plena libertad y tratarían abusivamente de seleccionar y proponer a individuos de sus preferencias, clientes o libertos que podían ser incapaces o de poca confianza para servir en la administración municipal"[12]. Les effets à long terme étaient d'une part l'accroissement du prestige social de la fonction à la suite de l'étroite collaboration avec l'aristocratie municipale, d'autre part, la restriction de l'accès aux fonctions à cause des relations de clientèle / patronat entre les magistrats et leurs subalternes[13].

---

6 FEAR 1989, 72 sqq.

7 *E. g.*: CIL X, 4737 = ILS 1898a (Sinuessa, Regio I); ILS 6460 (Neapolis, Regio I); IX, 3083 = ILS 2699 (Sulmona, Regio IV); XI, 4572 = AE 2005, 465 (Carsulae, Regio VI); AE 1990, 385 (Aquileia, Regio X); V, 5314 (Comum, Regio XI).

8 FIRA I, 177 sqq.

9 *Lex Urs.* 62 (FIRA I, 180): *Eisque merces in eos singul(os), qui IIviris apparebunt, tanta esto: in scribas sing(ulos) HS ⊂I⊃ ⊂⊂, in accensos sing(ulos) HS D⊂⊂, in lictores sing(ulos) HS D⊂, in viatores sing(ulos) HS ⊂⊂⊂⊂, in librarios sing(ulos) HS ⊂⊂, in haruspices sing(ulos) HS D, praeconi HS ⊂⊂⊂, qui aedilib(us) appareb(unt): in scribas sing(ulos) HS D⊂⊂⊂, in haruspices sing(ulos) HS C, in tibicines sing(ulos) HS ⊂⊂⊂, in praecones sing(ulos) HS ⊂⊂⊂.*

10 Au Ier s., jusqu'à Domitien, le revenu annuel des fantassins légionnaires était de 225 deniers. Les chevaliers légionnaires étaient mieux payés (300 deniers). Sous Domitien – c'est à dire à l'époque de la rédaction des lois municipales hispaniques – leur salaire a été augmenté à 300 deniers pour les légionnaires, respectivement 400 pour les chevaliers. Voir LE BOHEC 2001, 281–283.

11 Sur la notion romaine de "faux documentaire", voir FEZZI 2003, 3–5. Cf. ECK 1998.

12 RODRÍGUEZ NEILA 1997, 205.

13 FEAR 1989, 72–73; RODRÍGUEZ NEILA 1997, 203 sqq.

Quelle que soit la réalité qui s'impose de l'étude des lois hispaniques, il est inévitable de saisir ses limites. En effet, au-delà des compétences des appariteurs qui sont minutieusement révélées par ces documents, il reste difficilement à transposer aux autres cités la structure de l'appareil bureaucratique de Urso ou Irni. On peut accepter l'obligation de posséder la citoyenneté locale pour être éligible dans le corps des appariteurs municipaux[14] comme disposition de portée générale. Dans le même temps, il faudrait envisager l'étroite liaison établie entre les appariteurs et les magistrats municipaux, sans pouvoir établir plus exactement les rouages des relations de clientèle. Le dossier épigraphique extrêmement morcelé ne nous indique pas l'existence d'une structure uniforme du nombre et des prérogatives des employés municipaux subalternes. C'est la raison pour qui les particularités régionale sont mis souvent en discussion ou, au moins, à une incessante réévaluation.

Quant aux provinces danubiennes, résumons notre propos. Nous tenterons de dégager un certain nombre des observations, de poser quelques questions de méthode, sans avoir l'intention de traiter le thème d'une manière exhaustive. Nous voudrions l'examiner en analysant quelques carrières municipales qui paraissent à englober des fonctions municipales subalternes. Bien plus, l'étude onomastique pourrait fournir quelques indices sur le statut social des fonctionnaires municipaux subalternes.

La région géographique analysée compte les provinces danubiennes, étendues comme les provinces romaines recouvrant le bassin hydrographique danubien, tel que le définit ICPDR/IKSD[15].

Tout d'abord, rappelons les difficultés que pose un dossier épigraphique par nature concis: pour les provinces danubiennes, il suffit un coup d'oeil pour montrer à la fois le nombre réduit des inscriptions et la qualité des informations qu'elles fournissent. Le recensement couvre 19 appariteurs, documentés par l'épigraphie sous les noms de *scribae (municipii* ou *coloniae)*, *scriba tabularii*, *tabularius*, éventuellement *lictor? (coloniae)*. Afin d'arriver à la rédaction le plus incontestable possible, on a retenu seulement les inscriptions mentionnant le personnel municipal subalterne. On n'en trouvera donc des fonctionnaires subalternes employés ni dans l'administration provinciale, ni dans les districts miniers où auprès les procurateurs financiers[16].

	Nom	**Fonction**	**Cité**	**Datation**	**Autres fonctions**	**Bibliographie**
1.	Marcus	*scriba*	Tropaeum Traiani / Mésie Inférieure	fin IIe – début IIIe s.	–	AE 1964, 251 = 2004, 1270
2.	Severus	*scriba*	Tropaeum Traiani / Mésie Inférieure	fin IIe – début IIIe s.	–	AE 1964, 251 = 2004, 1270
3	Ulpius Herculanus	*scriba*	Tropaeum Traiani / Mésie Inférieure	fin IIe – début IIIe s.	–	CIL III, 7484 = 12461 = AE 1964, 263
4.	Iulius Herculanus	*scriba*	Tropaeum Traiani / Mésie Inférieure	fin IIe – début IIIe s.	–	CIL III, 7484 = 12461 = AE 1964, 263
5.	Aurelius Viator	*scriba mun.*	mun. Septimium Potaissensis / Dacie	fin IIe – début IIIe s.	–	AE 1974, 550
6.	Aurelius Marcianus	*scriba col.*	Napoca / Dacie	après Caracalla	–	AE 2000, 1243
7.	T. Flavius Aper	*scriba col.*	Sarmizegetusa / Dacie	2 moitié IIe – IIIe s.	–	CIL III, 1512 = IDR III/2, 457

[14] *Lex Ursonensis* ch. 62; *lex Irnitana* ch 73.

[15] Danube Basin, <http://www.icdpr.org/icdpr-pages/river_basin.htm> (27.07.2007).

[16] Cf. FRANCE 2000.

	Nom	Fonction	Cité	Datation	Autres fonctions	Bibliographie
8.	T. Flavius Aper	*scriba col.*	Sarmizegetusa / Dacie	2 moitié IIe – IIIe s.	–	CIL III, 7914 = IDR III/2, 187
9.	T. Flavius Aper	*scriba col.*	Sarmizegetusa / Dacie	2 moitié IIe – IIIe s.	–	CIL III, 12580 = AE 1890, 100 = 1912, 303
10.	(Aurelius) Synda	*scriba tabularii*	Sarmizegetusa / Dacie	2 moitié IIe – IIIe s.	–	CIL III, 7975 = IDR III/2, 386
11.	L. Apuleius Marcus	*scriba*	Sarmizegetusa / Dacie	peu après 170	decurio, quaestor col.	AE 1976, 561 = IDR III/2, 11
12.	C. Iulius Ingenuus	*scriba col.*	Aquincum / Pannonie Inf.	après Séptime Sévère – 1 moitié IIIe s.	–	CIL III, 14344 = AE 1899, 68
12.	C. Iulius Ingenuus	*scriba col.*	Aquincum / Pannonie Inf.	après Séptime Sévère – 1 moitié IIIe s.	–	CIL III, 14345
13.	C. Iulius Ingenuus	*scriba col.*	Aquincum / Pannonie Inf.	après Séptime Sévère – 1 moitié IIIe s.	–	CIL III, 14346
14.	Pontius Lupus	*scriba mun.*	mun. Faustinianum / Pannonie Sup.	IIIe s. ?	augustalis col. Siscianorum	CIL III, 3974
15.	P… Tertius	*scriba mun.*	Mogentiana / Pannonie Sup.	IIIe s. ?	–	CIL III, 4137 = 10900 = RIU 328 = AE 1996, 1240
16.	Claudius Galonius	*scriba*	Mursella / Pannonie Sup.	IIe – IIIe s.	–	CIL III, 4267 = RIU 372
17.	Q. Gavius Zosimus	*scriba (canabarum?)*	Carnuntum / Pannonie Sup.	Commode	–	CIL III, 11131 = 13447 = ILS 4310
18.	P. Aelius P. f. Aelianus	*scriba mun.*	mun. Iasorum / Pannonie Sup.	4 quart IIe s.	decurio, IIIIvir mun. Iasorum	ILJ 1132 = AE 1964
19.	Claudius Ursinus	*tabularius*	Aquincum / Pannonie Inf.	IIe – IIIe s.	–	AE 1972, 368
20.	P. Aelius Maximinus	*tabularius*	civitas Eraviscorum / Pannonie Inf.	IIe – IIIe s.	–	CIL III, 10408 = AE 1941, 14
21.	P. Servilius Diophanus	*lictor (col.?)*	Aquincum / Pannonie Inf.	IIIe s.	–	AE 1962, 109 = 1993, 132 = UBI ERAT LUPA 2963
22.	P. Servilius Iuventus	*lictor (col.?)*	Aquincum / Pannonie Inf.	IIIe s.	–	AE 1962, 109 = 1993, 132 = UBI ERAT LUPA 2963

La première constatation qui s'impose est la rareté des sources concernant l'appareil bureaucratique municipal des provinces danubiennes. On a retenu seulement 22 inscriptions mentionnant à coup sûr des appariteurs municipaux, auxquelles on a ajouté la 23ème attestant un possible licteur dans la colonie de Aquincum. C'est n'est pas un dossier à prétention d'exhaustivité; mais nous pouvons cependant admettre qu'à partir des réalités connues des inscriptions on peut dégager quelques traits de la distribution des appariteurs dans le système bureaucratique des municipes et colonies des provinces danubiennes.

Il faut remarquer ensuite la répartition extrêmement inégale des sources: 7 inscriptions sont parvenues de Aquincum et 5 de Ulpia Traiana Sarmizegetusa, soit plus de 50% du total. Il n'y a pas des mentions en Mésie Supérieure et Rhétie. Pour Norique, on a des appariteurs seulement à Virunum[17], mais on ne peut pas décider s'ils étaient des fonctionnaires municipaux ou étaient

[17] CIL III, 4782; AE 1974, 469: *libertus tabularius*.

employé au service de l'administration provinciale. Les meilleures informations proviennent des Pannonies (Carnuntum, Mursella, *municipium Iasorum*, *municipium Faustinianum*, Mogentiana et Aquincum) et Dacie (Sarmizegetusa, Napoca et Potaissa). En Mésie Inférieure, c'est seulement Tropaeum Traiani qui fournit des informations sur les appariteurs. Un cas plus intéressant c'est le *tabularius* de *civitas Eraviscorum*, qui fait la preuve d'une organisation administrative indépendante de la cité indigène à coté de la colonie romaine honoraire de Aquincum[18].

Enfin, la dernière observation méthodologique concerne la distribution chronologique des sources. Les inscriptions sont concentrées dans la deuxième moitié du IIe et au IIIe siècle, plutôt au temps des Sévères. Faut-il de ces constatations établir le parallèle le plus étroit entre la distribution des inscriptions et leur placement chronologique pour aboutir aux conclusions concernant la structure administrative des cités danubiennes? On n'en croit pas. À notre avis, c'est seulement à cause du hasard des découvertes qu'on a ce tableau épigraphique.

Si l'on examine les noms des personnages étudiés, on constate d'une part que le nombre des citoyens romains est très bien attesté, ce qu'il faut associer avec l'obligation constitutionnelle de la possession de la citoyenneté locale (où même romaine?) pour accéder dans une fonction d'appariteur. Pour l'exception de Tropaeum Traiani il ne faut pas s'en étonner, puisqu'il s'agit d'un municipe de droit latin, ce qui rend possible la cooptation des pérégrins aux charges publiques[19]. Donc on ne peut dire rien sur l'honorabilité des fonctions, même si le *scribatum* de L. Apuleius Marcus de Sarmizegetusa qui est associé au décurionat nous indique sinon une insertion de la fonction de scribe dans le *cursus honorum* municipal, au moins sa haute respectabilité.

D'autre part, les gentilices impériaux nous relèvent l'origine diverse et même la condition hétérogène des appariteurs. À côté de noms tout à fait italiens comme Pontius Lupus (*municipium Faustinianum*) où de vieille souche qui remonte probablement aux premiers colons (les *Flavii* de Sarmizegetusa, P. Aelius P. f. Aelianus de *municipium Iasorum*), on voit apparaître des noms des citoyens récents (les *Aurelii* de Napoca et Potaissa) où même des possibles affranchis (Aurelius Synda de Sarmizegetusa).

L'étude des noms ne nous est d'aucun secours pour tenter de retrouver l'éventuelle origine indigène des appariteurs. Étant donnée la chronologie tardive des inscriptions, il est vraisemblable d'avoir des indigènes romanisés parmi les *Ulpii*, *Aelii* ou *Aurelii*, mais il n'y a pas des indices supplémentaires en ce sens.

Deux inscriptions provenant l'une de Dacie et l'autre de Pannonie Supérieure nous fournissent exemples des possibles carrières exceptionnelles des *scribae* au milieu municipal. Les deux inscriptions sont datées au dernier quart du IIe siècle, tout probablement peu après les guerres marcomaniques:

1. Inscription de Ulpia Traiana Sarmizegetusa:

Libero Patri Aug(usto) sacr(um) / L(ucius) Apul(eius) Marcus dec(urio) col(oniae) quaes(tor) / porticus cum cubiculis a vii (sic) */ hostium exustos pecunia / sua ob scribatum restituit / permittente ordine*[20].

D'après Daicoviciu et Piso, la surveillance de tabulaires des colonies était confiée aux questeurs, lesquelles avaient les scribes comme subordonnés. L. Apuleius Marcus avait exprimé, à la place du nom de la magistrature, soit l'une des compétences attribuée aux questeurs, soit même la seule compétence qui lui était octroyé. Les deux chercheurs supposent que notre personnage se trouvait à la tête de la chancellerie et l'autre questeur dirigeait l'*aerarium*. *Scribatus* signifierait donc la fonction de chef de la chancellerie coloniale[21].

---

[18] Pour la question des rapports entre les deux établissements civils de Aquincum, voir la recension récente des diverses opinions dans KOVÁCS 1999.

[19] Pour la condition de *municipium iuris Latini* de Tropaeum Traiani, voir CÎRJAN 2004.

[20] DAICOVICIU/PISO 1975, 159–162; AE 1976, 561; IDR III/2, 11.

[21] DAICOVICIU/PISO 1975, 161.

Même s'il s'agissait d'une compétence spécifique aux questeurs (nous ne faisons aucune différence entre les compétences de chaque questeur[22]), il fallait alors qu'elle soit synonyme avec l'une des pouvoirs confiés selon la constitution municipale. Pourquoi recevoir une attribution supplémentaire par l'ordre des décurions? À notre avis, si l'on prend en considération que les scribes agissaient comme chargés personnels auprès chaque magistrat[23], il apparaît difficile à voir comment un questeur était en droit de les réunir dans une chancellerie coloniale. On est donc conduit à choisir entre trois hypothèses pour expliquer la position du *scribatus*: soit l'intégrer parmi les charges municipales[24], soit l'interpréter comme chargé auprès une association religieuse, soit comme *munus* confié à l'un des membres de la curie, sans qu'on accepte – comment le croyait Balla[25] – qu'il s'agissait d'un accroissement du prestige de la fonction. D'autre part, il ne faudrait pas écarter totalement la connexion de cette fonction avec cursus municipal, ce qui suggérait l'existence de conjonctures locales qui rendaient possible un prestige suffisamment élevé qu'elle soit demandé par les notables locaux.

Dans le même esprit on pourrait interpréter l'inscription suivante:

2. Inscription de *municipium Iasorum* (Daruvar, Croatie):

D(is) M(anibus) / P(ublio) Ael(io) P(ubli) f(ilio) / Aeliano scri/bae dec(urioni) IIIIvir(o) / m(unicipii) Iasorum / an(norum) XLV. Ael(ius) Laelianus / patri piissimo / f(aciendum) c(uravit)[26].

Lajos Balla nous fournit les explications suivantes: "soit qu'il n'y ait pas eu assez de candidats pour le *scribatus*, comme emploi salarié, soit que les villes n'aient pas disposé de moyens financières pour cette fonction; et il y a encore un fait que l'on ne peut exclure non plus, c'est que la responsabilité des *scribae* s'est trouvée si accrue qu'on ne pouvait confier le *scribatus* qu'à un décurion «qualifié»"[27]. La même surévaluation du rôle *scribatus* dans l'administration municipale, on peut deduire de l'opinion de Henar Gallego Franco selon laquelle P. Aelius Aelianus "desempñó el cargo de *scriba decurionis* [...], ascendiendo posteriormente hasta un puesto de magistrado, como *IIIIvir municipii*"[28].

Selon nous, aux lignes 2–3 on pourrait restituer aussi *scri/bae dec(urionibus) IIIIvir(is)*. Cette formule exclut P. Aelius P. f. Aelianus des fonctions municipales et le nomme comme scribe des décurions et des quattuorvirs. C'est une fonction très plausible si l'on tient compte des observations de Rodríguez Neila sur les appariteurs des magistrats qui pouvaient servir aussi la curie municipale et même les associations religieuses[29].

Si l'on se tourne vers la Mésie Inférieure, on rencontre une situation particulière à Tropaeum Traiani. Deux inscriptions avec le formulaire épigraphique identique font mention de *scribae* à coté des duumvirs et édiles[30]. C'est un élément qui évoque l'importance (voir prestige?)

---

[22] À partir des informations fournies par *lex Irnitana* qui ne fait aucune délimitation entre les compétences des deux questeurs et, bien plus, ne dit rien sur les éventuels pouvoirs des questeurs sur les *scribae*, il nous semble erroné du point de vue méthodologique d'attribuer aux questeurs des compétences qui ne leur étaient pas propres.

[23] D.50, 4, 18, 17 (Arcadius Charisius): *scribae magistratus personali muneri serviunt*.

[24] Voir BALLA 2000, 162 sqq.

[25] BALLA 2000, 164.

[26] ALFÖLDY 1964, 95–96; ŠAŠEL 1132; ALFÖLDY 1965, 107–108; AE 1964, 11; MROZEWICZ 1989, 67, nr. 26.

[27] BALLA 2000, 163–164.

[28] GALLEGO FRANCO 2001, 118.

[29] RODRÍGUEZ NEILA 1997, 202–203.

[30] AE 1964, 251; MROZEWICZ 1989, 101–102, nos. 63, 67, 71, 74, 80, 81: *P(ro) s(alute) Imp(eratoris) M(arci) Aur(elii) [et] / G(enii) [m(unicipii)] Traiani Tropaei p(er) / Qui(ntio) Prisciano et Iul(io) Marco IIviri / quinquennales aed(iles) Cresces et Sabinus, Marcus / et Severus (quaestores), scriba Valentinus / et CS [Comm]odo et [B]yro co(nsulibus)*; CIL III, 7484 (= 12461); ILS 7183; AE 1964, 253; MROZEWICZ 1989, 101–102, nos. 60, 61, 73, 76, 77, 82: *Ordo spl[endi]/dissima* (sic) *mun[ic(ipii)] / Trop(aei) per Tib(erium) Cla[ud(ium)] / Germanu(m) e[t] M(arcum) / Aur(elium) Flaviu(m) d[uu]/mveros* (sic)*, a(e)dile[s] / Val(erius) Valerianus e[t] / Iul(ius) Quirillus, qu[a]/estores Ulp(ius) Hercu/lanus et Iul(ius) Hercula/[nus], s[crib]a Coc[ceius] / [po]s(uerunt).*

de la fonction dans le cadre de l'appareil institutionnel municipal. Cependant, tant qu'il s'agisse des témoignages isolés, on peut seulement les considérer comme une particularité locale. D'autre part, le formulaire épigraphique suggère l'imitation par les *scribae* de l'organisation collégiale des magistrats supérieurs. Est-ce qu'il s'agit d'une particularité locale ou peut-on l'expliquer comme l'expression des institutions municipales simplifiées qui caractérisait l'administration des petites cités provinciales?

Conclusion

Malgré les lacunes de nos connaissances, de la liste peu nombreuse que l'on peut établir des appariteurs et que nous avons déjà présenté il apparaît que, face aux sources littéraires et juridiques, l'épigraphie des provinces danubiennes nous relève un tableau extrêmement simplifié du personnel municipal subalterne. Des formules telles que *scriba municipii*, *scriba Mursellae* ou *scriba coloniae* révèlent l'existence d'une assemblée de fonctionnaires employés pour servir à la fois aux collèges des magistrats et aux décurions.

À l'exception de la situation (douteuse) trouvée dans la cité d'Aquincum (on ne sait pas si les deux Servilii étaient *lictores* des magistrats de la colonie), notre documentation fournit essentiellement des informations sur les *scribae*. Il reste à supposer une certaine diversification des fonctions dans les grandes cités, ainsi comme il apparaît des dénominations des *scriba tabularii* (Sarmizegetusa) ou *tabularius* (*civitas Eraviscorum* / Aquincum).

Envisagé donc des façons différentes, notre documentation épigraphique ne permet pas d'admettre l'hypothèse d'une articulation variée du statut des fonctionnaires municipales subalternes des provinces danubiennes. Vers la fin du IIe siècle, l'engrenage administratif provincial était suffisamment contraignant pour qu'on puisse entrevoir les grandes lignes de l'uniformité institutionnelle municipale. Dans le même temps, lorsqu'on examine de près les sources, on se rend compte qu'existait une certaine liberté d'articulation des institutions citadines locales[31]. Pour prendre l'exemple le plus frappant, c'est la configuration de la plus haute magistrature municipale qui était dans les cités danubiennes à la fois de constitution duumvirale et quattuorvirale. C'est dans ce contexte qu'il faut envisager l'organisation de l'appareil bureaucratique subalterne. Malgré le défaut des sources, on doit se demander, à partir ces observations, si l'image de doit pas plutôt être différenciée, en tenant compte des nécessités administratives locales. À coup sûr, les *scribae* détenaient le rôle prééminent dans cette structure, sans qu'on puisse dire quel l'était l'assemblage complet et les variations du personnel subalterne des diverses cités.

Romeo Cîrjan
Banque Nationale de Roumanie
Dép. Études Économiques
Bucarest, RO
Romeo.Cirjan@bnro.ro
Romeo.Cirjan@gmail.com

[31] CÎRJAN 2010, 136–139.

ABRÉVIATIONS ET BIBLIOGRAPHIE

ALFÖLDY 1964
G. ALFÖLDY, Municipium Iasorum. Epigraphica 26, 1964, 95–106.
ALFÖLDY 1965
G. ALFÖLDY, Epigraphica. Revidierte Inschriften aus Poetovio und Aquae Balissae. Situla 8, 1965, 99–108.
BALLA 2000
L. BALLA, Le scribatus comme honor en Dacie et en Pannonie. In: Edit Szabó (Ed.), L. Balla. Studia Dacica. Collected Papers [Hungarian Polis Studies 5] (Debrecen 2000), 161–165.
CÎRJAN 2004
R. CÎRJAN, Tropaeum Traiani: un municipe de droit latin en Mésie Inférieure? Ephemeris Dacoromana 12, 2004, 1, 51–59.
CÎRJAN 2010
R. CÎRJAN, Statute citadine privilegiate în provinciile dunărene ale Imperiului Roman (Cluj-Napoca 2010).
CLAVEL/LÉVÊQUE 1971
M. CLAVEL/P. LÉVÊQUE, Villes et structures urbaines dans l'Occident romain (Paris 1971).
CORIAT 1997
J.-P. CORIAT, Le prince législateur. La technique législative des Sévères et les méthodes de création du droit impérial à la fin du Principat [Bibliothèque des Écoles Françaises d'Athènes et de Rome no. 294] (Rome 1997).
DAICOVICIU/PISO 1975
H. DAICOVICIU/I. PISO, Sarmizegetusa şi războaiele marcomanice. Acta Mus. Napocensis 12, 1975, 159–163.
DAREMBERG/SAGLIO 1873–1919
C. DAREMBERG/E. SAGLIO, Dictionnaire des antiquités grecques et romaines (Paris 1873–1919).
ECK 1998
W. ECK, Documenti amministrativi: pubblicazioni e mezzo di autorappresentazione. In: G. Paci (Ed.), Epigrafia romana in area Adriatica. Actes de la IXe rencontre franco-italienne sur l'épigraphie du monde romain. Organizzata sotto il patrocinio dell'AIEGL e del ministero degli affari esteri, Macerata, 10–11 novembre 1995 (Pisa-Roma 1998), 343–366.
FEAR 1989
A. T. FEAR, La lex Ursonensis y los apparitores municipales. In: J. González (Ed.), Estudios sobre Urso. Colonia Iulia Genetiva (Sevilla 1989), 69–77.
FEZZI 2003
L. FEZZI, Falsificazione di documenti pubblici nella Roma tardorepubblicana (133–31 a. C.), (Firenze 2003).
FIRA I
Fontes Iuris Romani Anteiustiniani. Pars prima: Leges, S. Riccobono (Ed.), (Firenze 1968).
FRANCE 2000
J. FRANCE, Le personnel subalterne de l'administration financière et fiscale dans les provinces des Gaules et des Germanies. Cahiers du Centre Gustave Glotz 11, 2000, 193–221.
GALLEGO FRANCO 2001
H. GALLEGO FRANCO, Los scribae en la vida municipal de las ciudades de la provincia romana de Pannonia. Norba 15, 2001, 117–120.
IDR III/2
I. I. Russu/I. Piso/V. Wollmann, Dacia Superior. Ulpia Traiana Sarmizegetusa, D. M. Pippidi/I. I. Russu (Eds.), Inscripțiile Daciei Romane III,2 (Bucarest 1980).
JACQUES 1984
F. JACQUES, Le privilège de la liberté. Politique impériale et autonomie municipale dans les cités de l'Occident romain (161–244) [Collection de l'École Française de Rome no. 76] (Rome 1984).

JACQUES/SCHEID 1990
F. JACQUES/J. SCHEID, Rome et l'intégration de l'Empire (44 av. J.-C.–260 ap. J.-C.), Tome 1, Les structures de l'Empire romain (Paris 1990).
KOVÁCS 1999
P. KOVÁCS, Civitas Eraviscorum. Antaeus 24, 1999, 278–295.
LANGHAMMER 1973
W. LANGHAMMER, Die rechtliche und soziale Stellung der Magistratus Municipales und der Decuriones in der Übergangsphase der Städte von sich selbstverwaltenden Gemeinden zu Vollzugsorganen des spätantiken Zwangsstaates (2.–4. Jahrhundert der römischen Kaiserzeit) (Wiesbaden 1973).
LEBEK 1994
W. D. LEBEK, Domitians Lex Lati und die Duumvirn, Aedilen und Quaestoren in Tab. Irn. Paragraph 18–20. Zeitschr. Papyr. u. Epigr. 103, 1994, 253–292.
LE BOHEC 2001
Y. LE BOHEC, L'esercito romano. Le armi imperiali da Augusto alla fine del terzo secolo (Rome 2001).
Lex Irnitana
A. D'ORS/X. D'ORS, Lex Irnitana. Texto bilingüe (Santiago de Compostela 1988).
LIEBENAM 1900
W. LIEBENAM, Städteverwaltung im römischen Kaiserreiche (Leipzig 1900).
MENTXAKA 1992
R. MENTXAKA, Sobre el capitulo 73 de la «lex Irnitana». Labeo 38, 1992, 63–76.
MOMMSEN 1893
T. MOMMSEN, Le droit public romain[2] I (Paris 1893).
MROZEWICZ 1989
L. MROZEWICZ, Arystokracja municypalna w rzymskich prowincjach nad Renem i Dunajem w okresie wczesnego cesarstwa. Uniw. Adama Mickiewicza Poznan [Seria Historia nr. 151] (Poznań 1989).
RIU 2001
Die römische Inschriften Ungarns (Budapest–Bonn): L. Barkóczi/A. Mócsy, Savaria, Scarbantia und die Limesstrecke Ad Flexum-Arrabona I (1972); L. Barkóczi/A. Mócsy, Salla, Mogentiana, Mursella, Brigetio II (1976); L. Barkóczi/S. Soproni, Brigetio (Fortsetzung) und die Limesstrecke am Donauknie III (1981); Alice S. Burger/F. Fülep, Das Gebiet zwischen der Drau und der Limesstrecke Lussonium-Altinum IV (1984); Jenő Fitz, Intercisa V (1991); J. Fitz/A. Mócsy/S. Soproni, Das Territorium von Aquincum. Die Civitas Eraviscorum und die Limesstrecke Matrica-Annamatia und das Territorium von Gorsium VI (2001).
RODRÍGUEZ NEILA 1997
J. F. RODRÍGUEZ NEILA, "Apparitores" y personal servil en la administración local de la Bética. Stud. Hist. Histor. Antig. 1, 1997, 197–228.
ŠAŠEL 1978
A. ŠAŠEL/J. ŠAŠEL, Inscriptiones latinae quae in Jugoslavia inter annos MCMLX et MCMLXX repertae et editae sunt, [Situla 19] (Ljubliana 1978).
UBI ERAT LUPA
Web-Plattform & Datenbanken "Ubi erat Lupa". Die Internet-Fährte der römischen Wölfin, Forschungsgesellschaft Wiener Stadtarchäologie, <http://www.ubi-erat-lupa.org>.